

# Rundbrief 1/02 März / April

## EDITORIAL:

Endlich ist er da, der lang erwartete Schweizer Bericht zur Frauenkonvention. Mit der Darstellung der Situation von Frauen in der Schweiz anlässlich der UNO-Berichterstattung zum Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW) hat die Schweiz eine wichtige Etappe beschritten. Schwarz auf weiss ist laut Patricia Schulz, unter deren Federführung der Bericht entstanden ist, festgehalten, in welchen Bereichen Frauen nach wie vor diskriminiert werden. Sie hofft, damit politischen Debatten zu mehr Sachlichkeit zu verhelfen. In der gemeinsamen Medienmitteilung zur Veröffentlichung forderten wir NGOs, dass auch das Zusatzprotokoll über eine Individualbeschwerde ratifiziert werde. Mit dem UNO-Beitritt der Schweiz rücken wir diesem Ziel hoffentlich näher.

Wenn das Dokument in zwei Jahren vor dem UNO-Ausschuss begutachtet wird, werden wir im NGO-Bericht Fakten präsentieren, die nicht Eingang in das offizielle Dokument gefunden haben. NGO-Berichte sind aufwendig aber nicht bloss Papiertigerei, so Anni Lanz. Eine Rüge der UNO beeindruckt unsere Exekutive mehr als die Kritik von Schweizer NGOs. An der kommenden Jahrestagung vom 31. August, die sich mit diesem Berichterstattungsverfahren befasst, wird uns unter anderem ein CEDAW-Ausschussmitglied beratend zur Seite stehen.

Drei Jahre nach der Veröffentlichung des Aktionsplans soll ein Bericht zu dessen Umsetzung Ende Jahr vors Parlament kommen. Zeit für uns NGOs, zu kontrollieren, ob sich etwa im Bereich Frauenhandel etwas getan hat oder die Situation armutsgefährdeter Alleinerziehender verbessert wurde. In den Artikeln dieses Rundbriefes greifen NGO-Expertinnen diese und weitere aktuelle Themen in spannender Weise auf. Die Lektüre lohnt sich!

Claudia Michel  
Koordinatorin

## INHALT:

FRAUENKONVENTION - CEDAW Patricia Schulz <b>Rapport CEDAW de la suisse: son importance aux yeux du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes</b> .....	2
Anni Lanz, Christina Hausammann <b>Medienmitteilung NGO-Koordination und MERS vom Dezember 2001: Ein erster Rechenschaftsbericht zur Situation der Frauen in der Schweiz</b> .....	4
Maya Doetzkie <b>Fakten und offene Frauen-Fragen</b> .....	4
Simone Chapuis, Martine Gagnebin, Rose-Marie Gally <b>1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> rapport du gouvernement suisse sur la mise en oeuvre de CEDAW</b> .....	5
NGO-BERICHTERSTATTUNGSVERFAHREN Anni Lanz <b>NGO-Berichte an UNO-Ausschüsse – bloss Papiertigerei?</b> .....	6
Vorankündigung Jahrestagung 2002 <b>Sprachrohr UNO: die Frauenkonvention effizient für Schweizer Gleichstellung einsetzen</b> .....	7
UMSETZUNG DES AKTIONSPLANS ZUR GLEICHSTELLUNG Claudia Michel <b>Bald evaluiert? Die Umsetzung des Aktionsplans kommt vors Parlament</b> .....	7
Marianne Schertenleib <b>Frauenhandel in der Schweiz: mehr Schutz für die betroffenen Opfer und Zeuginnen</b> .....	8
Nicole Gerber <b>Frauenmentoring</b> .....	9
Anna Hausherr <b>Bildung kontra Armut und Abhängigkeit von Sozialhilfe</b> .....	10
Adf-svf <b>Marche blanche: appel</b> .....	11
ABSTIMMUNG FRISTENREGELUNG FemCo <b>Régime du délai, Fristenregelung</b> .....	11
Anne-Marie Rey <b>Une décision responsable: Oui au régime du délai</b> ....	12

---

# RAPPORT CEDAW DE LA SUISSE: SON IMPORTANCE AUX YEUX DU BUREAU FÉDÉRAL DE L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES

---

*L'adoption par le Conseil fédéral, le 19 décembre 2001, du rapport CEDAW de la Suisse<sup>1</sup> a marqué l'aboutissement d'un travail ardu et de longue haleine. Les efforts déployés par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, chargé de sa rédaction sur mandat du Conseil fédéral, sont-ils payants? Pour Patricia Schulz, directrice du BFEG, la réponse est affirmative.*

En ratifiant la Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Suisse s'est engagée à remettre des rapports réguliers au Comité de contrôle de la Convention. Les rapports nationaux ont pour objectif d'informer sur la mise en oeuvre de la Convention dans les Etats parties (actuellement 168), les mesures prises et les progrès réalisés dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. Le Comité de la CEDAW, siégeant à New York, débat publiquement des rapports établis par les Etats; dans son examen d'un pays donné, il tient aussi compte d'informations, notamment sous forme de rapports officieux, émanant d'organisations non gouvernementales qui y sont actives. Enfin, le Comité émet des recommandations concrètes sur la façon dont les Etats parties sont censés améliorer la situation. C'est vraisemblablement début 2004 que le Comité examinera le premier rapport de la Suisse qui vient d'être adopté.

## **Le défi: une vision globale de la Suisse**

La Convention de l'ONU fait expressément référence à la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes à différents niveaux - vie publique, nationalité, formation, profession et travail, santé et famille. Le Comité CEDAW a aussi ajouté la violence contre les femmes à la liste des sujets faisant l'objet des rapports nationaux. Ce large éventail de thèmes, qu'il s'agissait pour nous de traiter à l'échelon suisse, constituait un défi. Il nous était ponctuellement possible de recourir à certains travaux antérieurs. Etudes, analyses et données statistiques pointues existent, en effet, pour des secteurs spécifiques - travail et profession notamment; qui permettent de donner une image précise de la situation des femmes en Suisse. En revanche, des données attestées ou des études fiables faisaient défaut sur nombre de questions (par exemple, violence contre les femmes ou certains points sur le plan de la santé et de la formation), soit que la documentation disponible ne concernait que quelques cantons, soit qu'elle était trop ancienne. Même si nous avons enterré d'emblée toute prétention à la perfection, nous nous demandions comment recueillir toutes les informations nécessaires à l'échelle du pays.

active des offices fédéraux responsables de thématiques figurant dans la Convention (par exemple, justice, assurances sociales, travail et profession). Mais une vision globale n'est pas chose aisée dans notre système, où la responsabilité de domaines clés, comme l'éducation, la formation et la santé, incombe au premier chef aux cantons.

En prélude à notre travail, nous avons donc adressé un questionnaire détaillé aux cantons. Si les réponses que ces derniers ont apportées à nos questions variaient par leur ampleur et leur approfondissement, elles nous offraient néanmoins une bonne base pour avoir une vue d'ensemble des aspects de la discrimination à l'égard des femmes qui relèvent des cantons. De plus, l'abondance des informations recueillies, autrement guère accessibles, nous a conduit à publier sur Internet les réponses des cantons dans une forme condensée<sup>2</sup>. Les personnes intéressées par la problématique de l'égalité disposent ainsi maintenant d'un premier tour d'horizon en ce qui concerne la situation dans les cantons et leurs actions dans divers domaines. Même si les réponses, qui reflètent l'état au début 2000, date de l'enquête, sont partiellement dépassées, elles n'en permettent pas moins une bonne comparaison transver-sale.

## **L'égalité en Suisse: premier état des lieux ...**

En tant qu'inventaire de la situation actuelle, le rapport ne livre pas d'information sensationnelle. Son importance et son innovation résident dans le fait qu'il rassemble de nombreuses indications sur l'égalité entre femmes et hommes et qu'un large public y a désormais accès. Comme nous l'avons déjà mentionné, des données précieuses font défaut, d'où la présence de lacunes qui restent à combler. De plus, le rapport se borne, dans beaucoup de domaines, à décrire la situation (souvent insatisfaisante), sans en approfondir les raisons. En sa qualité de première analyse, il a cependant le mérite de faciliter un débat politique objectif sur l'égalité des sexes au sein de la Confédération et des cantons. Le prochain rapport se fondera sur cette analyse et pourra se pencher de plus près sur telle ou telle thématique.

D'autres rapports de la Suisse au Comité CEDAW suivront. Les rapports réguliers visent à mettre en lumière le processus de changement mis en branle à l'échelon national. Ainsi, ce rapport initial fera office d'aune à laquelle mesurer l'évolution future.

## **... et nouveau texte de référence**

---

<sup>1</sup> [www.equality-office.ch/f/s-zusammenarbeit.htm](http://www.equality-office.ch/f/s-zusammenarbeit.htm), format pdf

<sup>2</sup> cf. note 1 supra

Si le rapport doit son existence à une obligation découlant du droit international public, sa finalité ne se résume pas à ce seul niveau. Les rapports sur les droits de la personne que les différents Etats parties établissent ont pour visée fondamentale de contraindre ces derniers à rendre compte officiellement, et tout particulièrement aussi vis-à-vis de leur propre population, de la mise en oeuvre de leurs obligations internationales sur leur propre territoire. Puisqu'il représente le premier grand rapport officiel sur la discrimination à l'égard des femmes adopté par le Conseil fédéral, il sera utile - espérons-le - comme texte de référence pour le débat politique. Il fournit nombre de données et d'informations sexospécifiques, écrites noir sur blanc à titre de constatations du Conseil fédéral, dont l'utilisation par les organisations non gouvernementales, aussi bien que par les institutions gouvernementales sera plus aisée. Par exemple, notre rapport est le premier à présenter la situation actuelle des sexes en matière de sécurité sociale, de travail et de profession de manière aussi claire et globale. J'espère aussi que, grâce au rapport adopté par le Conseil fédéral, les débats politiques seront moins tentés de contester de façon démagogique les différences à raison du sexe ou de les ignorer tout simplement.

Le présent rapport de la Suisse et ceux qui suivront, de même que les discussions régulières avec le Comité CEDAW nous permettront de juger de façon systématique et officielle des progrès et des reculs enregistrés par l'égalité des sexes dans l'ensemble de la Suisse et d'évaluer la situation actuelle. Cette démarche nous aidera à développer tout particulièrement les informations indispensables à la réussite de toute action en faveur de l'égalité entre femmes et hommes à l'intention des institutions officielles, aussi bien que des organisations non gouvernementales. Les discussions auxquelles donneront lieu les rapports nationaux contribueront aussi, je l'espère, à combler les importantes lacunes existant encore dans les données sexospécifiques disponibles.

#### **Absence de projection dans le futur et d'autocritique?**

Le projet de rapport a été soumis, début 2000, aux cantons, partis politiques et organisations concernées pour consultations. L'issue de ces dernières fut largement positive. Certaines organisations ont toutefois mis l'accent sur l'absence d'esprit critique dont ferait preuve le rapport. En fait, les rapports nationaux à l'intention de l'ONU relèvent de la responsabilité des gouvernements, qui présentent la situation de leur pays, en principe, à partir de leur propre optique. Cependant, dans l'examen

des rapports, le Comité CEDAW s'appuie sur les informations officielles, mais recourt aussi souvent à des sources non gouvernementales, pour être en mesure de poser de bonnes questions critiques sur les rapports officiels. Les rapports dit officieux - qui émanent de sources non gouvernementales et critiquent ou complètent la présentation officielle dans son ensemble ou sur certains points précis - sont de règle et auront ainsi justement pour effet de nourrir un débat productif concernant le rapport suisse.

D'autres voix ont critiqué le manque de projection dans le futur du rapport. Les directives de la Convention exigent de présenter un rapport actuel, qui décrit la situation de droit et dans les faits et les mesures prises. Les rapports des Etats parties à la CEDAW ne visent pas à constituer des plans d'action pour le futur, mais à renseigner sur le processus en cours quant à la mise en oeuvre effective de la Convention.

#### **Le premier pas**

Le premier rapport de la Suisse constitue l'amorce d'un dialogue, appelé à se poursuivre, avec le Comité de la CEDAW. Il nous appartiendra de nous habituer à ses commentaires et critiques. Quant à savoir comment l'opinion publique, les institutions étatiques et les organisations concernées accueilleront, élaboreront et utiliseront dans les faits les critiques émises régulièrement par le Comité sur la situation en Suisse, la question est bien sûr ouverte. En tout cas, le débat au plan international sur la situation des femmes et des hommes dans notre pays est une chance que nous devrions tous - institutions étatiques ou milieux non gouvernementaux - saisir pour concrétiser l'égalité.

Pour terminer, soulignons encore que la Convention contre la discrimination à l'égard des femmes s'est vue doter, depuis 1999, d'un nouvel instrument de surveillance, qui complète efficacement les rapports réguliers établis par les Etats parties. 30 Etats ont déjà ratifié le Protocole additionnel à la Convention, qui prévoit une procédure individuelle de communication. Il autorise le Comité à traiter ces requêtes individuelles et à juger, à la lumière de la Convention, le comportement des autorités dans un cas concret d'application. A ce jour, la Suisse n'a pas ratifié ce Protocole additionnel, mais le Conseil fédéral a promis d'étudier les répercussions d'une éventuelle adhésion. Sous l'angle de l'égalité, on ne peut que souhaiter que la Suisse reconnaisse sans tarder la procédure individuelle de communication.

*Patricia Schulz*

*Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes*

Samstag, 8. Juni 2002

#### **Kinder – Armut – Menschenrechte. Probleme, Hintergründe und Lösungsansätze in der Schweiz**

Tagung für Fachpersonen aus der Sozial- und Jugendarbeit, Schule, Politik, Recht und Wirtschaft sowie weitere Interessierte. Mit einem Workshop des SVAMV: "Armut von Kindern in Einelfamilien: Ursachen und Massnahmen". Paulus-Akademie, Carl Spitteler-Strasse 38, 8053 Zürich, Tel 01/ 381 34 00

---

## **MEDIENMITTEILUNG NGO-KOORDINATION UND MERS VOM DEZEMBER 2001: EIN ERSTER RECHENSCHAFTSBERICHT ZUR SITUATION DER FRAUEN IN DER SCHWEIZ**

---

Die NGO-Koordination post Beijing und der Verein Menschenrechte Schweiz (MERS) fordern, dass der Konvention zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (Frauenkonvention) auf der politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Ebene grössere Beachtung zukommt als bis anhin und dass die Schweiz das ergänzende Zusatzprotokoll über ein Individualbeschwerdeverfahren ratifiziert. GesetzgeberInnen und Behörden, insbesondere auf kantonaler und Gemeindeebene, haben noch kaum zur Kenntnis genommen, dass die Schweiz die Frauenkonvention 1997 ratifiziert hat, und dass ihnen daraus Verpflichtungen entstanden sind. In diesem Sinne begrüssen MERS und die NGO-Koordination die öffentliche Präsentation des Schweizer Berichts zur Frauenkonvention und hoffen auf dessen Verbreitung.

Der erste (und zweite) Bericht der Schweiz über die Umsetzung der Frauenkonvention ist ein umfangreiches Dokument, das Benachteiligungen von Frauen in fast allen Gesellschaftsbereichen aufzeigt. Einige Kapitel wie Gesundheit und Bildung legen die Stellung nicht nur "der Frau" dar, sondern bemühen sich um eine Differenzierung von Frauen unterschiedlicher Schichtzugehörigkeit und Herkunft sowie unterschiedlichen Alters. Der Bericht vor allem zum ersten Teil der Frauenkonvention beschränkt sich jedoch zu sehr auf eine gesetzliche Bestandesaufnahme, was den Anforderungen an einen Länderbericht nicht genügt. Enttäuschend ist das Kapitel zur Abschaffung von

Frauenhandel und Ausbeutung der Prostitution (Art. 6), beruht es doch fast ausschliesslich auf einer ausländerpolizeilichen Optik.

Die anlässlich einer Vernehmlassung des Berichtsentwurfs eingegangenen Stellungnahmen von NGOs wurden teilweise als Anregung aufgenommen, wie die Mehrfachdiskriminierung von Frauen und die besondere Situation von Mädchen. Die Situation der Frauen von Minderheiten (Fahrende, Roma) ist jedoch ausgeblendet. Einige Vorschläge des Schweizerischen Landfrauenverbands wurden im Bericht ebenfalls berücksichtigt, doch zeigen sich die Bäuerinnen enttäuscht, dass ihr Beruf immer noch nicht als eigenständiger Beruf aufgewertet wird. MERS und die NGO-Koordination post Beijing werden zu Händen des UNO-Ausschusses und der Schweizer Öffentlichkeit einen NGO-Bericht verfassen, der die gesellschaftliche Realität hinter den Gesetzestexten breiter und kritischer beleuchtet und auf die Unterschiede unter Frauen aufgrund ihrer Schichtzugehörigkeit, Herkunft, ihres Alters und Zivilstandes stärker eingeht. Die beiden Organisationen werden in ihrem Bericht zudem der Situation der Landfrauen besondere Aufmerksamkeit widmen.

*Für die NGO-Koordination post Beijing Schweiz  
und den Verein Menschenrechte MERS  
Anni Lanz und Christina Hausammann*

---

## **FAKTEN UND OFFENE FRAUEN-FRAGEN**

---

*Er ist detailreich, informativ und enthält viele Fakten, Zahlen und Diagramme. Und das vielleicht erstaunlichste: Er ist nicht nur lesbar -selbst für Nichtfachfrauen - sondern über weite Strecken geradezspannend. Und deshalb ist der erste Länderbericht der Schweiz zur Frauenkonvention (eigentlich der erste und zweite zusammengefasst in einem) unbedingt zur Lektüre zu empfehlen.*

Länder- oder Staatenberichte sind eine Form der Rechenschaft, die Vertragsstaaten der UN-Menschenrechtskonventionen gegenüber dem internationalen Überwachungsausschuss der Konvention in regelmässigen Abständen ablegen müssen. Der ersten Ausgabe kommt dabei jeweils eine besondere Bedeutung zu, denn sie sollte möglichst umfassend sein und einen guten Überblick über die Situation im Land bieten. Dies ist dem Länderbericht zur Frauenkonvention über weite Strecken auch gelungen. Er beschreibt den Ist-Zustand und nennt auch die

Massnahmen, die die Ungleichbehandlungen von Frau und Mann beseitigen sollen. Natürlich ist es die *Sicht der offiziellen Schweiz*, die dargestellt wird. Wer an der Basis arbeitet, hat eine andere Perspektive - und deshalb ist der geplante Schattenbericht der NGOs eine notwendige Ergänzung. Beide Texte zusammen werden eine Landkarte der Hürden und Hindernisse auf dem Weg zu einer gleichberechtigten Gesellschaft ergeben.

Grosse Defizite sind in den Bereichen Arbeit und der Bildung zu verzeichnen, um nur zwei wichtige Menschenrechtspostulate herauszugreifen.

### **Arbeit**

Ungerechtigkeiten bestehen zum Beispiel in Sachen Lohn. Zwar garantiert die Bundesverfassung die Lohngleichheit von Frau und Mann, doch im wahren Leben müssen und mussten sich Frauen dieses Recht bis vor Bundesgericht erkämpfen. Ungleichheiten exi-

stieren auch auf hierarchischer Stufe: Frauen sind in Kaderpositionen untervertreten, haben dafür häufiger Jobs mit prekären Arbeitsbedingungen (überlange Arbeitszeiten, Heimarbeit, Arbeit auf Abruf usw.). Eine weitere Diskriminierung, der vor allem Frauen ausgesetzt sind, ist die sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz.

### **Bildung**

Das Recht auf Bildung ist in mehreren Menschenrechts-Konventionen enthalten. Im Bildungsbereich erschwert unser Föderalismus die Sache. Der Bund hat nur eingeschränkte Kompetenzen, denn Bildung ist Sache der Kantone - und diese pflegen alle ihre eigenen weitgehend autonomen Schulsysteme. Krass wird die Ungleichheit zwischen den Geschlechtern im universitären Bereich: Rund doppelt so viele Männer wie Frauen erwerben einen Hochschulabschluss oder Abschluss einer höheren Berufsbildung, nur neun Prozent der Habilitationen in der Deutschschweiz stammten 1998 von Frauen. Vor allem die Kantone zeigen wenig Lust, sich für mehr Gleichheit einzusetzen: Ihrer Ansicht nach steht das Ausbildungssystem Frauen und Männern offen, deshalb brauche es keine weitergehenden Initiativen, Frauen aktiv zu fördern. Der formal gleichberechtigte Zugang zu Bildung reicht aber nicht aus, um Diskriminierung von Frauen im Ausbildungsbereich abzubauen. Das hat der Bund erkannt - jetzt müssten auch noch die Kantone nachziehen.

Und genau dies ist eine Schwierigkeit der Umsetzung der Menschenrechtsgarantien in der Schweiz: Viele

der Bereiche liegen in der Kompetenz der Kantone oder Gemeinden. Bis zu ihnen durchgedrungen ist, was in den international gültigen Konventionen, Zusatzprotokollen und Resolutionen verbindlich festgeschrieben ist und also auch für sie gilt, kann es dauern - manches kommt gar nie an. Ob der Kantönliche vielleicht auch als Ausrede dient, nicht energischer an Problemlösungen heranzugehen, sei dahingestellt. Die UN- Überwachungsausschüsse für die Menschenrechts-Konventionen jedenfalls haben schon mehrfach angemahnt, dass auch unser föderalistisches Land Mittel und Wege finden müsse, die Menschenrechte auf allen Ebenen umzusetzen.

Da der Länderbericht von Bundesbern aus geschrieben ist, ist die Übersicht über die Bereiche in Kantonskompetenz nicht vollständig. Trotzdem lässt sich ablesen, wie weit wir noch vom Ziel der Gleichstellung entfernt sind. Zudem sind etliche besonders drängende Probleme, zum Beispiel die Gewalt gegen Frauen, gar nicht Gegenstand des Berichts. Das liegt daran, dass die Frauen-Konvention nicht *das Recht der Frauen* festhält, sondern lediglich eine *Konvention zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau* ist. Wer den Länderbericht liest, sollte sich dies vor Augen halten. Und sich dann dem Aktionsplan der Frauen-Weltkonferenz von 1995 in Beijing zuwenden. Dieser geht weiter, ist aber bei weitem noch nicht umgesetzt.

Maya Doetzki  
Verein Menschenrechte Schweiz MERS

Tagung des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann vom Freitag, 24. Mai 2002, Bern

### **"Grenzüberschreitend Richtung Gleichstellung". UNO, Europarat und Europäische Union beflügeln die Gleichstellung von Frau und Mann in der Schweiz**

Weitere Auskünfte: K. Wagner, Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann, Schwarztorstrasse 51, 3003 Bern, Tel: 031/ 322 68 43, Fax 031/ 322 92 81, [www.equality-office.ch](http://www.equality-office.ch)

Gleichzeitig erscheint "**Menschenrechte - Impulse für die Gleichstellung von Frau und Mann in der Schweiz**" von Christina Hausammann.

## **1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> RAPPORT DU GOUVERNEMENT SUISSE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES (CEDAW)**

*Quelques membres du groupe romand «Suivi de Pékin» ont examiné le rapport envoyé par notre Gouvernement à l'ONU et ont comparé certains passages du texte définitif au «Projet» étudié il y a un an exactement. Voici leur réaction.*

Ce texte est un excellent constat de la situation actuelle, il est honnête et complet ; il décrit dans le détail les mesures prises par nos autorités pour supprimer les discriminations envers les femmes avant la signature de la Convention par la Suisse et depuis cet événement. (Bien évidemment, ce rapport ne reflète pas tous les souhaits des femmes.)

Le Comité de la CEDAW, qui a la tâche d'évaluer la façon dont les pays remplissent leur engagement d'appliquer la Convention, se trouvera devant un rapport différent de ceux des autres pays, du fait de notre système politique : d'une part, les nombreuses votations qui sont organisées laissent au corps électoral la possibilité de s'opposer à une proposition du gouvernement (ex. l'assurance maternité) ; d'autre part, la répartition des charges entre confédération et cantons fait que les autorités fédérales ne sont pas entièrement responsables de l'application d'un article ou l'autre de la convention. Il est donc inévitable que nos autorités fédérales se retranchent derrière la volonté du corps électoral et, d'autre part, celle des cantons.

Nous avons, par exemple, lors de la procédure de consultation, fait remarquer que «les directives données par la Confédération aux cantons sont souvent lettres mortes et qu'il faut des contrôles», remarque faite à propos mesures de protection des danseuses de cabaret étrangères. L'article critiqué dans le projet de rapport (143) disait «les autorités cantonales doivent vérifier si les dispositions sont respectées...». Comme nous avons signalé que pour détourner ces dispositions et échapper à un contingentement limité, les tenanciers de cabaret avaient multiplié le nombre d'établissements dans le canton de Vaud, le rapport définitif a changé légèrement cet article (devenu 149) « les autorités cantonales sont censées vérifier si les dispositions sont respectées...».

Nous avons été extrêmement satisfaites de constater que dans 2 cas - importants à nos yeux - le rapport définitif

avait tenu compte des remarques que nous avons faites lors de la procédure de consultation:

- ♦ l'article 79 du projet prétendait que le code pénal suisse ne contenait «pas de dispositions discriminatoires pour les femmes». On avait oublié l'article 118 ! Dans la nouvelle version le rapport a ajouté une parenthèse (art.80) : «concernant les normes pénales relatives à l'avortement, voir No 463».
- ♦ l'article 200 du projet, parlait des organisations féminines suisses et de leur rôle dans l'avènement des femmes à la vie politique, sans mentionner du tout l'Association suisse pour le suffrage féminin (aujourd'hui adf-svf). Le rapport définitif (art. 203) a bien amélioré cette description et a signalé le rôle de l'Assoc. suisse pour les droits de la femme (anc. ASSF).

Pour conclure, disons que ce rapport va être pour toutes les militantes, membres d'associations féminines, un document de référence, comme l'est le Plan d'action de la Suisse (publié en 1999). Ces deux textes constatent les lacunes de notre législation dans les domaines de l'égalité des droits entre hommes et femmes et contiennent implicitement des promesses d'améliorations de la condition féminine. A nous de surveiller nos autorités suisses et cantonales et d'exiger la réalisation de ces promesses !

*Pour le groupe romand:*

*Simone Chapuis, Martine Gagnebin, Rose-Marie Gallay  
(Danielle Bridel a également participé à la discussion)*

---

## NGO-BERICHTE AN UNO-AUSSCHÜSSE – BLOSS PAPIERTIGEREI?

---

Das Berichtsverfahren zu den von der Schweiz ratifizierten Uno-Menschenrechtskonventionen auferlegt nicht nur der Bundesverwaltung einige Hausaufgaben, sondern hält auch die NGOs auf Trab. Da sich die Verwaltung verpflichtet, zu jeder ratifizierten Konvention (es sind nun über fünf) periodisch einen Rechenschaftsbericht an die UNO zu erbringen, ist meistens irgend ein Bericht in Bearbeitung. Weder die Schweizer Medien noch die Öffentlichkeit bekommen jedoch je etwas von diesem internationalen Rechenschaftsverfahren mit. Für die Schweizer Medien sind die Berichte zu umfangreich, um sich damit zu befassen. Was nicht peppig und leicht konsumierbar aufgemacht ist, ist für Schweizer Medien nicht entzifferbar. So bleibt hier leider sinnvolle Monitoringleistung der UNO unbemerkt - trotz UNO-Euphorie im Vorfeld der UNO-Abstimmung.

Wie wenig Aufmerksamkeit den Rechenschaftsberichten an die UNO geschenkt wird, zeigt das Beispiel des ersten und zweiten Schweizer Berichts zur UNO-Frauenkonvention. Dieser hat nur eine winzige

Agenturmeldung in zwei, drei Tageszeitungen abgesetzt. Der Bundesrat fand es nicht nötig, seinen Rechenschaftsbericht an die UNO an seiner wöchentlichen Medienkonferenz zu erwähnen.

### **Lohnt sich das Verfassen eines kritischen NGO-Berichts?**

Der Aufwand, der das Schreiben eines NGO-Berichts zur Menschenrechtssituation in der Schweiz beinhaltet, erscheint oft unverhältnismässig, reine Papiertiegerei. Wenn aber der UNO-Menschenrechtsausschuss die Schweiz beispielsweise wegen ihrer Migrationspolitik, ihrem Dreikreise-Modell und der andauernden Frauendiskriminierung rügt, dann ist die NGO-Arbeit nicht ganz vergebens gewesen. Meistens greifen die UNO-Ausschussmitglieder während der Anhörung der Schweiz sehr stark auf die Berichte und Fragen der NGOs zurück. Eine Rüge der UNO beeindruckt auch unsere Exekutive etwas mehr als die Kritik von Schweizer NGOs. Zudem nimmt der UNO-Ausschuss die beim letzten Hearing aufgeworfenen Rügen beim nächsten Bericht sehr genau unter die

Lupe. Konventionenstaaten verpflichten sich nämlich, die Rügen der UNO ernst zu nehmen und nicht nur Besserung zu geloben, sondern auch tatkräftig Abhilfe gegen die beanstandeten Situationen zu leisten. Ob nun beispielsweise das "duale Migrationssystem" der Schweiz den UNO-Ausschuss gegen Rassismus besser zu überzeugen vermag als das Drei-Kreise-Modell wird sich im März 2002 zeigen. Schweizer NGOs hoffen das Gegenteil. Sie dokumentieren die UNO mit Fakten, welche die Fragwürdigkeit der neuen, noch viel restriktiveren und elitäreren Politik aufzeigen.

Das Verfassen eines NGO-Berichts zu den verschiedenen Menschenrechtskonventionen verhilft uns zu einer vertieften Auseinandersetzung mit den Menschenrechten und ihrer praktischen Bedeutung. Interessant ist zudem, die Veränderung in der Auslegung der Menschenrechte zu beobachten. NGO-Berichte richten sich auch an die NGOs im eigenen Lande und sensibilisieren für die Verknüpfung der doch recht abstrakten Rechtssysteme mit dem konkreten Alltag.

Anni Lanz  
Frauenrat für Aussenpolitik

### Was sind die Vorteile eines NGO-Berichts?

Vorankündigung zur Jahrestagung vom 31. August 2002

#### **Sprachrohr UNO: die Frauenkonvention effizient für die Schweizer Gleichstellung einsetzen**

Der erste und zweite Schweizer Länderbericht zur UNO-Konvention zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung gegen die Frau wird vom UNO-Ausschuss etwa 2004 evaluiert, und allgemeine Empfehlungen für eine verbesserte Umsetzung werden abgegeben. Dabei stützt sich der Ausschuss gerne auf die kritische und komplementäre Sichtweise von NGOs. Uns anbietet sich die Gelegenheit, auf Missstände der rechtlichen und tatsächlichen Gleichstellung in der Schweiz über ein internationales Sprachrohr aufmerksam zu machen. Damit unsere Sichtweisen optimal vom UNO-Bericht aufgenommen werden, verschaffen wir uns einen Einblick in das Funktionieren des UNO-Ausschusses, ebenso wie wir die einzelnen Stationen des Berichterstattungsverfahrens kennen lernen. Die Tagung befasst sich mit folgenden Fragen:

- Wie funktioniert der UNO-Ausschuss zur Frauenkonvention?
- Welche Informationen benötigen die verantwortlichen Personen für eine umfassende Evaluation des Länderberichtes?
- Welche Beiträge kann ein NGO-Bericht leisten?
- Welchen Nutzen ziehen wir NGOs aus dem Berichterstattungsverfahren?

An der Tagung werden Expertinnen und Experten aus In- und Ausland eingeladen, welche von verschiedenen Positionen aus an Berichterstattungsverfahren teilgenommen haben. Mit ihren Erfahrungen zur Frauenkonvention und zuzählenden UNO-Konventionen steuern sie zur Vorbereitung des NGO-Berichtes bei.

---

## **BALD EVALUIERT? DIE UMSETZUNG DES AKTIONSPLANES ZUR GLEICHSTELLUNG KOMMT VORS PARLAMENT**

---

*Auf Verlangen einer Motion soll die Umsetzung des Aktionsplans zur Gleichstellung von Frau und Mann evaluiert werden. Der Bundesratsbericht, der Ende 2002 zu erwarten ist, veranlasst die NGO-Koordination post Beijing zu kritischen Recherchen.*

Seit seinem Erscheinen vor zwei Jahren sind die Behörden aufgerufen, den Forderungen des Schweizer Aktionsplanes zur geschlechtlichen Gleichstellung Taten folgen zu lassen. Welche Stellen haben seitdem konkrete Schritte zur Umsetzung mit welchen Erfolgen unternommen? Wer verschleppt die Realisierung, und gibt es gar Stellen, die von der Existenz des Forderungskataloges noch nicht einmal Kenntnis genommen haben? Antworten auf solche Fragen verlangt eine nationalrätliche Motion: Der Bundesrat wird beauftragt, bis Ende 2002 dem Parlament eine umfassende Evaluation der Umsetzungsarbeiten vorzulegen. Wir NGOs haben mit der

Befragung der Bundesämter, wie sie derzeit vom Gleichstellungsbüro durchgeführt wird, ebenfalls begonnen. Zeugnis davon sind die Hearings der letztjährigen Jahrestagung. Die Gespräche markieren unsere Kernanliegen, die wir in näherer Zukunft verfolgen werden und die den Behörden hartnäckiges Nachhaken bescheren werden. Ebenfalls an der Jahresversammlung beschlossen wurde, dass im Laufe des Jahres die Verwaltungstätigkeit im Hinblick auf jedes Kapitel des Aktionsplanes von unseren Expertinnen systematisch geprüft wird. Interessierte ParlamentarierInnen werden wir im Vorfeld der Veröffentlichung der Evaluation über unsere Erkenntnisse informieren, über fehlende Taten ebenso wie über Erfolgsgeschichten.

Claudia Michel  
NGO-Koordination post Beijing Schweiz

---

## **FRAUENHANDEL IN DER SCHWEIZ: MEHR SCHUTZ FÜR DIE BETROFFENEN OPFER UND ZEUGINNEN**

---

Seit der Gründung vor 16 Jahren thematisiert das FIZ Fraueninformationszentrum für Frauen aus Afrika, Asien, Lateinamerika und Osteuropa die Hintergründe und Zusammenhänge von Frauenmigration und Frauenhandel und kämpft gegen die Menschenrechtsverletzung Frauenhandel. Zentrales Anliegen dabei ist der Schutz der betroffenen Frauen, welcher in der Schweiz nach wie vor ungenügend gewährleistet ist. Nur allzu häufig werden von Frauenhandel betroffene Frauen wegen illegalem Aufenthalt und Erwerbstätigkeit ohne Bewilligung kriminalisiert und ausgeschafft, anstatt dass sie als Zeuginnen aussagen und ihre Opferrechte einfordern können. Die HändlerInnen und Hintermänner setzen sie mit der drohenden Ausschaffung unter Druck. Aus Angst müssen sie deshalb meist darauf verzichten, eine Anzeige gegen die Verantwortlichen einzureichen. Entsprechend selten werden weitergehende Ermittlungen sowie strafrechtliche Verfahren gegen die TäterInnen eingeleitet. Die Zahlen des Bundesamtes für Polizei sprechen für sich: Für das ganze Jahr 2000 sind gesamtschweizerisch lediglich 33 Anzeigen wegen Menschenhandel nach Art. 196 StGB erfolgt, wegen Förderung der Prostitution gemäss Art. 195 StGB sind 81 Anzeigen eingereicht worden. Demgegenüber stehen die Zahlen der vorgenommenen Ausschaffungen. Allein die kantonale Fremdenpolizei Zürich hat im gleichen Zeitraum 669 Frauen ausgeschafft. 187 Ausschaffungsanordnungen betrafen Frauen, denen die illegale Tätigkeit in der Prostitution nachgewiesen werden konnte. Selbstverständlich gehen wir nicht davon aus, dass diese Frauen alle von Frauenhandel betroffen sind, aber die Zahlen weisen doch auf eine grosse Dunkelziffer hin. Deshalb fordern wir seit Jahren, dass von Frauenhandel betroffene Frauen eine Aufenthaltsbewilligung erhalten sollen, damit sie besser vor Repressalien geschützt sind und damit sie, sofern sie dies wollen, als Zeuginnen gegen die verantwortlichen HändlerInnen aussagen und ihre zivilrechtlichen Ansprüche geltend machen können. Denn die wirksame Bekämpfung von Frauenhandel setzt voraus, dass den betroffenen Frauen die Möglichkeit der Anzeige offen steht, ohne dass sie sich selbst gefährden.

### **Die Forderung nach einem Schutzprogramm für Betroffene von Frauenhandel**

Der Aktionsplan nimmt die Forderung nach Verbesserung der rechtlichen Situation der Opfer von Frauenhandel auf und empfiehlt der Fremdenpolizei "bei Ausländerinnen, welche als Opfer von Zuhältern Klage eingereicht haben, die Möglichkeit einer Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung wohlwollend

zu prüfen." Diese Empfehlung geht sicher in die richtige Richtung, greift aber viel zu kurz. Im NGO-Bericht zum Aktionsplan wird dieser Vorschlag deshalb unter anderem auch vom FIZ sehr kritisch gewürdigt. Frauen, die das Risiko einer Anzeige eingehen, werden so dem Wohlwollen der fremdenpolizeilichen Behörden ausgeliefert. Für einen wirksamen Schutz der Opfer von Frauenhandel ist sie völlig unzureichend. Um einen besseren Schutz zu erreichen, hat das FIZ im März 2000 eine Petition zur Einführung eines Schutzprogramms für Betroffene von Frauenhandel mit 7'500 Unterschriften dem Bundesrat übergeben. Ein solches Schutzprogramm soll verschiedenste Massnahmen zum Schutz der betroffenen Opfer beinhalten wie die Garantie eines unbefristeten Aufenthaltsrechts, aber auch sichere Unterbringungsmöglichkeiten, soziale, gesundheitliche, finanzielle und juristische Unterstützung, aber auch den Zugang zum Arbeitsmarkt und Bildungsangeboten. Gleichzeitig hat Nationalrätin Ruth-Gaby Vermot eine gleichlautende Motion eingereicht. Als Reaktion auf diese Motion hat der Bundesrat eine interdepartementale Arbeitsgruppe beauftragt, abzuklären, ob Massnahmen zum verbesserten Schutz der Opfer eingeführt werden sollen. An einem Hearing dieser Arbeitsgruppe erhielten wir die Gelegenheit, unsere Problemsicht und Verbesserungsvorschläge darzulegen. Die Arbeitsgruppe hat einen Bericht zuhanden des Bundesrates erstellt, dessen Veröffentlichung noch immer aussteht.

### **Runde Tische gegen Frauenhandel**

Wir sind in der Zwischenzeit allerdings nicht untätig geblieben. Die Verbesserung des Schutzes und der Sicherheit der von Frauenhandel betroffenen Frauen in der Schweiz ist zu wichtig. Zudem hat der Bundesrat mehrfach auf die bereits bestehenden gesetzlichen Rahmenbedingungen im Ausländerrecht und Opferhilferecht hingewiesen, die wegen Vollzugsproblemen in der Praxis zu wenig umgesetzt würden. Wir teilen die Ansicht, dass sich bereits in der heutigen Situation mehr für die Betroffenen tun lässt. Dies setzt jedoch ein koordiniertes Vorgehen der involvierten Behörden und Stellen wie Polizei, Staatsanwaltschaft, Fremdenpolizei und Opferschutzorganisationen sowie die Ausarbeitung von verbindlichen Abmachungen bezüglich dem Vorgehen in konkreten Fällen voraus. Deshalb haben wir die Initiative ergriffen und hier in Zürich die Gründung einer Arbeitsgruppe "Intervention gegen Frauenhandel" angeregt, die sich in Form eines Runden Tisches in regelmässigen Abständen treffen soll. Unsere Initiative ist auf grosses Interesse gestossen: Drei Vertreter der Kantonspolizei und des kantonale

Migrationsamtes, ein Vertreter der Stadtpolizei, je ein Vertreter der Bezirks- und Staatsanwaltschaft, ein Vertreter das Bundesamt für Polizeiwesen, zwei Mitarbeiterinnen der städtischen und kantonalen Gleichstellungsbüros sowie ein Rechtsanwalt als Opfervertretung haben sich bereit erklärt, mitzuarbeiten. Zielsetzung dieser Kooperation ist es, verbindliche Abmachungen in der Zusammenarbeit der involvierten Stellen zu erarbeiten, um die

Strafverfolgung der Täterschaft zu verstärken sowie den Schutz und die Sicherheit der betroffenen Frauen (Opfer und Zeuginnen) zu verbessern. Auch im Kanton Bern sind ähnliche Bestrebungen im Gange, an denen das FIZ aktiv beteiligt ist.

*Marianne Schertenleib  
FIZ*

---

## FRAUENMENTORING

---

Beim Durchlesen von "opinjon", der Publikation der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (sajv) stiess ich auf einen Artikel über dessen erstes Frauen-Mentoring-Programm. Interessiert an diesem Projekt, meldete ich mich sofort beim sajv-Sekretariat, um mich über eine mögliche Teilnahme an der zweiten geplanten Durchführung zu erkundigen. Man sagte mir dann, dass ich den Anmeldetermin eigentlich verpasst hatte (einmal mehr nahm ich mir vor, den Berg der zu lesenden Publikationen früher abzutragen...), wenn ich aber keinen speziellen Mentorinnenwunsch hätte, wäre noch eine Mentorin frei. Da ich mich spontan gemeldet hatte, bestanden bei mir keine grossen Wunsch-Gedanken, und ich sagte sofort zu. So kam es, dass ich bald darauf einen dicken Stapel Unterlagen erhielt, der mich über das Konzept, das Programm, meine Verpflichtungen und natürlich über meine Mentorin in Kenntnis setzte - es war Milli Wittenwiler, FDP Nationalrätin, SG.

Aufgrund der Kurzfristigkeit der Anmeldung konnte ich leider aus beruflichen Gründen an der Auftaktveranstaltung nicht teilnehmen, aber auch Milli war an diesem Datum schon besetzt. So trafen wir uns nicht wie die anderen Mentees und Mentorinnen beim ersten offiziellen Anlass, sondern nach telefonischer Kontaktaufnahme und Personenbeschreibung an einem Bahnhof. In einem Restaurant lernten wir uns dann erst einmal ein wenig näher kennen und versuchten, die gesteckten Ziele für das kommende Jahr zu definieren und unsere Verfügbarkeiten auszuloten.

Wir verstanden uns von Anfang an gut, obwohl wir sehr unterschiedliche Frauen sind: sie eine Bauersfrau mit Familie, eher zufällig in die Politikarriererolle geraten, ich die Businessfrau, ohne Kinderwunsch, auf berufliche und eventuelle politische Karriere aus. Wir trafen uns anschliessend diverse Male, entweder in Bern, wo Milli ja immer wieder wirkt, oder in St. Gallen, wenn ich etwas in dieser Region vorhatte. Oft gingen wir einfach zusammen Abendessen, wo Milli mir dann meine vielen politischen Frage zu beantworten suchte, wir aber immer wieder ins Persönliche abdrifteten und bei beidem oft lachen mussten. Aber es blieb nicht nur beim Informellen. Einige Male besuchte ich Milli während den Sessionen im

Bundeshaus, wo ich interessiert dem Treiben in der Wandelhalle folgte, wobei mir der Ort aufgrund meiner Jugendsessionserfahrungen nicht neu war, doch aber das Verhalten unserer politischen Elite. Milli nahm sich zwischen den Abstimmungen immer wieder Zeit, mich über die Details der behandelten Themen, die offiziellen Abläufe und auch über die parteilichen und zwischenmenschlichen Machenschaften in Kenntnis zu setzen. Zudem verpasste sie es nie, mich allen möglichen Parlamentarierinnen und Parlamentariern vorzustellen und mich mit ihnen ins Gespräch zu bringen. Zudem besuchte ich sie bei einigen Sitzungen, wo ich, v.a. bei der Delegiertenversammlung des Schweizerischen Landfrauenverbandes, eine mir weniger bekannte Frauengruppe beobachten konnte.

Als Höhepunkte und auch Motivationspritzen in dieser Zeit kann ich ein Frühstück mit Bundesrat Josef Deiss nennen, an welchem er einige Nationalrätinnen und Nationalräte über die kommende UNO-Abstimmung informierte und wo mich Milli kurzerhand mit anmeldete. Dann auch die Expo.02-Präsentation, der ich beiwohnen durfte, wobei das Highlight vielmehr ein kurzer anschliessender Schwatz mit Franz Steinegger war - einer der "grossen Bosse" von mir als Expo.02-Mitarbeiterin. Auch das kurzfristig von Milli arrangierte Gespräch mit Anita Fetz, welche mir bereitwillig meine Fragen beantwortete und mir viele interessante Anregungen mitgab, war für mich ein echter Aufsteller.

Parallel zu den Aktivitäten mit der Mentorin fanden auch einige Anlässe statt, die die sajv organisiert hatte. So gab es einen Besuch bei der UNO, wo wir mit einigen Vertreterinnen von NGOs diskutieren und einen Blick hinter die UNO-Kulissen werfen konnten. Dann gab es einen Informationstag beim Gleichstellungsbüro für Frau und Mann in Bern und ein Gespräch mit Bundeskanzlerin Annemarie Huber-Hotz. Formellere Treffen der Mentees wie z. B. die Zwischenevaluation, wurden genutzt, um uns Themen wie Zeitmanagement nahe zu bringen.

<p><b>Infos zum Mentoring-Projekt der sajv gibt es bei Dominique Grisard, dgrisard@sajv.ch, 031 326 29 29</b></p>
---

Das Projekt ist noch nicht ganz zu Ende. Auf dem sajn-Programm steht noch ein Gespräch mit Bundesrätin Ruth Dreifuss. Und bald wird Milli wieder im Bundeshaus in Bern tagen, und mir wahrscheinlich noch einige interessante Gespräche mischeln. Ich persönlich werde mich nun aber ein wenig von der Politik zurückziehen müssen, denn die Expo.02 naht und fordert viel Präsenz und (Über)Stunden von uns Mitarbeitenden. Schon jetzt kann ich aber sagen, dass für mich dieses Mentoringprogramm ein voller Erfolg

war! Nicht nur der Kontakt zu den verschiedenen ParlamentarierInnen und Einblicke in spezielle Organisationen, auch die Gespräche mit den andern Mentees des Programms haben mich immer wieder motiviert. Ich kann das Programm allen Interessierten herzlich weiterempfehlen und hoffe, dass diese Art der Wissens- und Erfahrungsvermittlung, welche bis anhin eher in Männerkreisen praktiziert wurde, auch vermehrt unter Frauen angewendet wird!

Nicole Gerber

---

## BILDUNG KONTRA ARMUT UND ABHÄNGIGKEIT VON SOZIALHILFE

---

### Der Stipendienfonds des SVAMV

Auch wenn längst nicht jede Einelternfamilie in finanzieller Bedrängnis lebt, tragen Alleinerziehende ein höheres Armutsrisiko als andere Bevölkerungsgruppen - nicht von ungefähr: Wenn eine einzige Person zuständig ist für die Aufgaben, die in anderen Familien von zwei Personen wahrgenommen werden, stellen sich bei der Vereinbarung von Erwerbs- und Familienarbeit besonders akute Probleme. Und: Die Kinderkosten sind in Haushalten, in denen ein Elternteil alleine mit seinen Kindern lebt, um rund 50 Prozent höher als in Paarhaushalten mit Kindern.<sup>3</sup> Die Alimente, mit denen der andere Elternteil zum Unterhalt seiner Kinder beiträgt, entsprechen aber nur in seltenen Fällen den effektiven Kosten.

Gute berufliche Qualifikationen, die einen guten Lohn erst möglich machen, sind eine wesentliche Voraussetzung für eine gesicherte materielle Existenz und deshalb für Einelternfamilien von entscheidender Bedeutung. Gerade alleinerziehende Mütter stossen aber bei der Finanzierung einer Aus- oder Weiterbildung oft auf grosse Schwierigkeiten. Viele fallen durch das Netz der Bestimmungen für Stipendien aus öffentlicher Hand, und die Sozialdienste leisten in der Regel keine Ausbildungsbeiträge.

#### Der Stipendienfonds des SVAMV braucht dringend Unterstützung

Der Stipendienfonds ist heute auf finanzielle Zuwendungen angewiesen, um weiter bestehen zu können: PC 90-16461-6, 3006 Bern, Vermerk «Stipendienfonds». Danke für Ihre Solidarität und Unterstützung!

#### Auskünfte:

SVAMV Zentralsekretariat, Postfach 199, 3000 Bern 16, Tel 031/351 77 71 (Di - Fr, 9.00 - 12.00 Uhr), Fax 031/351 77 76, e-mail: svamv@bluewin.ch, www.svamv-fsfm.ch

SVAMV-FSFM Bureau romand, Postfach 1265, 1227 Carouge, Tel/Fax 022/342 33 40 (Dienstag und Donnerstag 9.00 - 13.00 Uhr, Mittwoch 14.00 - 17.00 Uhr), e-mail: fsfm@dplanet.ch, www.svamv-fsfm.ch

Mit Beiträgen an die Finanzierung von Grund- und Weiterbildungen und von beruflichen Umorientierungen unterstützt der Stipendienfonds des SVAMV Einelternfamilien beim Aufbau einer gesicherten, von Sozialhilfe unabhängigen Existenz. Seit seiner Gründung 1993 entrichtete der Fonds Bildungsbeiträge an hunderte von Einelternfamilien, im Jahr 2001 über 86'000 Franken für 45 Stipendien.

### Einelternfamilien- und frauenfreundliche Stipendiengesetze gefordert

Frauen stehen - besonders wenn sie alleinerziehend sind - vor mannigfachen Hindernissen, wenn sie sich um staatliche Stipendien bewerben. Die Kantone, in deren Kompetenz die Ausrichtung öffentlicher Stipendien liegt, nehmen oft keine Rücksicht auf die Situation von Frauen, die gezwungen sind, sich beruflich wieder einzugliedern oder umzuorientieren, um ein existenzsicherndes Einkommen erzielen und Familienpflichten und Beruf vereinbaren zu können. Niedrige Alterslimiten (oft bei 40 Jahren), keine Finanzierung von Weiterbildungen oder Zweitausbildungen, zu kurze Aufenthaltsdauer im Wohnkanton, Schulen, die vom Stipendienggeber nicht anerkannt sind, sind Hürden, die für Frauen ohne geradlinige Erwerbsbiographie unüberwindlich sind.

#### Aktionsplan der Schweiz für die Gleichstellung von Frau und Mann

Kapitel A/ Armut, Massnahme 11: Bei der Ausrichtung von Stipendien die Gleichstellung von Zweieltern- und Einelternfamilien realisieren.

Kapitel B/ Bildung, Massnahme 3: Gleichen Zugang der Frauen zu Stipendien gewähren. Der Bund soll Einspruch erheben, wenn die Kantone Kriterien für die Stipendienvergabe einführen, die sich vor allem auf Frauen nachteilig auswirken

Gesetzesrevisionen sind dringend nötig, denn Kosten einer Politik, die gerade diejenigen benachteiligt, die Ausbildungsbeiträge besonders nötig haben, um sich eine gesicherte Existenz zu schaffen, sind nicht nur für die Betroffenen unabsehbar!

Anna Hausherr  
SVAMV

<sup>3</sup> Tobias Bauer, Elisa Streuli: Modelle des Ausgleichs von Familienlasten. Eine datengestützte Analyse für die Schweiz. Im Auftrag der Eidgenössischen Koordinationskommission für Familienfragen, 2000

---

## MARCHE BLANCHE: APPEL

---

*Il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer le fléau mondial qu'est la pédosexualité et la pédocriminalité. Le phénomène du trafic d'enfants existe dans tous les pays, y compris le nôtre. Il faut sensibiliser tout le monde à la lutte contre ce trafic, sinon on pourra nous accuser une fois de n'avoir rien fait, comme dans une histoire toute récente. L'adf-svf a publié ceci, dans son dernier bulletin :*

Le 6 octobre 2001 ont eu lieu à Lausanne et dans plusieurs villes de Suisse romande, à Bellinzone, Zurich et Bâle - et pour la première fois en Suisse - des «marches blanches contre la pédophilie». 8000 personnes environ ont pris part à ces manifestations. On trouvera des renseignements détaillés sur le site internet <<http://www.marche-blanche.ch>>

Il faut savoir qu'en Suisse aussi des enfants sont exploités sexuellement et qu'on n'en a pas encore assez pris conscience. La première Marche blanche contre la

pédophilie a été organisée en Belgique en 1996, suite à l'affaire Marc Dutroux.

C'est la date du 21 septembre 2002 qui a été choisie pour la prochaine Marche blanche en Suisse. Il faut cette fois qu'il y ait davantage encore de villes qui organisent une telle marche silencieuse dans leurs rues. Sont recherchées des personnes ou associations disposées à organiser le cortège dans leur ville. Affiches, ballons blancs et bonbonnes de gaz pour les gonfler seront fournis par le Comité suisse de la Marche blanche.

S'adresser à la présidente Christine Bussat, CP 1122, 1001 Lausanne - natel 079 244 94 68 - e-mail [marcheblanche@bluewin.ch](mailto:marcheblanche@bluewin.ch) (C. Bussat ne parle pas allemand) ou à Jean Streit natel 079 433 04 86 e-mail [iin-ch@bluewin.ch](mailto:iin-ch@bluewin.ch) (J.Streit parle bon allemand).

### **Régime du délai - La campagne féministe de la FemCo**

L'idée est de faire une campagne large, avec des arguments approfondis et non un simple appel à voter en faveur du régime du délai. Pour cela, la campagne FemCo débutera très tôt et rappellera les principaux enjeux qui entourent la question de l'avortement: droit des femmes à disposer de leurs corps, accès à la contraception, etc. Ce sera également l'occasion de présenter la situation de l'avortement en Suisse et dans d'autres pays. La campagne féministe n'est pas en contradiction avec la campagne menée par le comité national "Oui au régime du délai", c'est une autre manière de faire campagne. Cette campagne se fera sous le leitmotiv "la voix féministe pour le régime du délai et contre l'initiative pour la mère et l'enfant".

Le groupe de travail de la FemCo souhaite avoir des personnes-relais dans chaque région de Suisse. Ces personnes feront le lien avec ce qui se passe dans les régions et participeront à la diffusion du matériel de la FemCo.

### **Fristenregelung - Die feministische Kampagne der FemCo**

Die Kernidee der Kampagne besteht darin, den Abstimmungskampf für die aktuelle (aus feministischer Sicht in mehreren Punkten unbefriedigende) Gesetzesvorlage mit fundierten Hintergrundinformationen zum Thema Schwangerschaftsabbruch und Selbstbestimmungsrecht der Frau zu verbinden. Informiert werden soll auch über die aktuelle rechtliche und faktische Situation in der Schweiz und anderen Ländern. Die FemCo-Kampagne will vertiefte Hintergrundinformationen in die Kampagne einbringen, als nur "Ja zur Fristenregelung". Die Kampagne soll deshalb entsprechend frühzeitig starten.

Die FemCo-Kampagne steht nicht im Widerspruch zur Abstimmungskampagne des nationalen Komitees "Ja zur Fristenregelung". Sie will jedoch als "die feministische Stimme zur Fristenregelung und zur Initiative für Mutter und Kind" andere argumentative Schwerpunkte setzen und eigene Aktionsformen verfolgen.

Die FemCo-Kampagne soll von einer Arbeitsgruppe koordiniert werden, der Kontaktfrauen in möglichst allen Regionen der Schweiz angehören. Diese wären vor allem zuständig für die Verbreitung des Materials in ihrer Region und den Informationsfluss.

**Information:** FemCo, Sekretariat, av. Sévelin 32, 1004 Lausanne, Tel: 021/624.47.54, Fax : 021/624.47.55, [femco@equal.ch](mailto:femco@equal.ch), [www.femco.org/fristenregelung](http://www.femco.org/fristenregelung), [www.femco.org/avortement/](http://www.femco.org/avortement/), PC: 25-102969-6, Zahlungszweck: Fristenregelungskampagne/campagne avortement

---

## UNE DÉCISION RESPONSABLE: OUI AU RÉGIME DU DÉLAI

---

Les femmes et les couples doivent enfin pouvoir décider eux-mêmes de l'interruption d'une grossesse non désirée. Les articles du Code pénal suisse datant de 1942 n'admettent une interruption de grossesse que si la vie de la femme enceinte est en danger ou si la grossesse risque de porter gravement préjudice à sa santé.

Le 23 mars 2001, les Chambres fédérales ont voté, après de longues délibérations, en faveur du régime du délai. Cette réglementation décriminalise l'interruption de grossesse durant les 12 premières semaines et donne à la femme et au couple la possibilité de décider librement. À partir de la 13<sup>e</sup> semaine, une interruption ne sera possible que pour des raisons médicales.

### Un compromis raisonnable

Le régime du délai reconnaît le principe de la protection de la vie avant la naissance : l'interruption de grossesse reste réglementée dans le Code pénal. Durant les 12 premières semaines, cependant, le droit de la femme au libre choix est privilégié lorsqu'elle se trouve dans une situation de détresse.

Le médecin doit conseiller et informer en détails la femme enceinte et lui indiquer également des services de conseils spécialisés. Le régime du délai propose ainsi une solution raisonnable et responsable.

Pourtant le référendum lancé par les fondamentalistes a abouti. Ce sont les mêmes milieux qui sont à l'origine de l'initiative « Pour la mère et l'enfant ». Les deux propositions seront soumises au peuple le 2 juin prochain.

Toutefois, l'initiative n'est en aucun cas un contre-projet à la proposition modérée du régime du délai. Elle va en sens inverse et équivaut à un retour en arrière de 100 ans. Elle n'exige rien d'autre que l'interdiction totale de l'interruption de grossesse - et cela même en cas de viol.

### La loi actuelle est dépassée depuis longtemps

Une interruption de grossesse est punissable en Suisse, sauf lorsque la vie de la femme enceinte est en danger ou si la grossesse risque de porter gravement préjudice à sa santé. La décision doit être prise par deux médecins. Cette loi est, après la loi irlandaise, la plus restrictive d'Europe.

Pourtant, la pratique s'est toujours plus libéralisée. Dans la situation actuelle, l'énorme fossé entre la loi et la pratique ainsi que l'insécurité juridique qui en résulte sont choquants. L'interprétation de la loi peut varier selon la personne du médecin, la politique de l'établis-

sement hospitalier ou les directives des autorités. De plus, tant les femmes que le corps médical ont souvent l'impression d'être à la limite de l'illégalité. Une telle situation n'est guère soutenable dans un État de droit.

### L'obligation d'enfanter est une erreur morale

Il est choquant que les femmes soient mises sous tutelle et criminalisées par la loi en vigueur. Avoir un enfant ou non, à un moment donné, est la décision la plus lourde de conséquences dans la vie d'une femme. Il est insupportable qu'une tierce personne puisse décider, sur la base de ses convictions personnelles, du sort d'une femme et que celle-ci doive ensuite assumer les conséquences de cette décision.

<p><b>Union suisse pour décriminaliser l'avortement</b> c.p., CH-3052 Zollikofen, Tél. 031 911 57 94, Fax 031 911 69 94, <a href="mailto:svss@svss-uspda.ch">svss@svss-uspda.ch</a>, Compte de cheque postal: Berne, 30-8770-0</p>
--

C'est une atteinte extrême à l'intégrité physique et mentale de la femme. L'interdiction de l'avortement est contraire à l'éthique puisqu'elle ne signifie rien d'autre qu'une contrainte à enfanter.

### Prévenir au lieu de punir

Le droit fondamental des femmes et des couples de décider librement et sous leur propre responsabilité du nombre et du moment de la naissance de leurs enfants est reconnu sur le plan international. Ce droit doit inclure, en dernière analyse, la possibilité d'une interruption de grossesse, car toute contraception peut échouer. L'expérience internationale prouve que ce ne sont pas les lois punitives qui font diminuer le nombre d'avortements, mais la prévention : l'éducation sexuelle, l'accès facile à toutes les méthodes contraceptives, un réseau social solide pour les mères avec des enfants en bas âge.

### Oui à la liberté de conscience

Le Conseil fédéral et le Parlement se sont prononcés en faveur du régime du délai. Le 2 juin prochain, ce sera au corps électoral de prendre position clairement contre les intégrismes et de dire oui à la liberté de conscience et à la tolérance.

*Anne-Marie Rey  
uspda*

---

### Corrigendum

Fälschlicherweise wurde im letzten Rundbrief (Herbst 2001) behauptet, der Schweizer Bericht zum Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau CEDAW werde dem Parlament vorgelegt. Dieser wurde jedoch vom Bundesrat behandelt. Für die falsche Darstellung des Ablaufs entschuldigen wir uns.